



Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

ACTES DU SEMINAIRE

SEMINAIRE INTERNATIONAL SUR LE SECTEUR INFORMEL EN AFRIQUE (SISIA) 2008 : INSTRUMENTS DE MESURE, ANALYSES ET INTEGRATION DES POLITIQUES ECONOMIQUES ET SOCIALES

Bamako, du 22 au 24 octobre 2008



TOME 1

Série méthode N°8

Novembre 2009

SOMMAIRE

Sigles et abréviations	2
Avant-propos.....	3
Chapitre 1 : Présentation du Séminaire international sur le Secteur Informel en Afrique en 2008.....	4
1.1 Contexte et justification du séminaire	5
1.2 Objectifs et contenu du séminaire	6
1.3 Organisation générale du Séminaire	6
1.3.1 La participation	7
1.3.2 Les thématiques et les communications reçues.....	8
1.3.3 Déroulement du Séminaire	8
1.3.4 Programme du Séminaire	8
1.3.5 L'évaluation du Séminaire.....	8
Chapitre 2 : Relevé des points saillants, recommandations et perspectives du Séminaire	11
2.1 Relevé des points saillants et recommandations	12
2.1.1 Les points saillants.....	12
2.1.2 Les recommandations	13
2.2 Perspectives.....	15
Annexes.....	17
Annexe 1 : Calendrier du Séminaire international sur le secteur informel en Afrique	18
Annexe 2 : Synthèse des communications reçues	22
Annexe 3 : Questionnaire d'évaluation du Séminaire 2008.....	24
Annexe 4 : Liste de présence des participants.....	25

Sigles et abréviations

Sigles	Libellés
AFD	: Agence française de développement
AFRISTAT	: Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
BAD	: Banque africaine de développement
BCEAO	: Banque centrale des états de l'Afrique de l'Ouest
BEAC	: Banque centrale des états d'Afrique centrale
BIT	: Bureau international du travail
BSR-OIT	: Bureau sous régional – Organisation international du travail
CEA	: Commission économique pour l'Afrique
CESD	: Centre européen de formation des statisticiens des pays en voie de développement
CIST	: Conférence internationale des statisticiens du travail
CREAM	: Centre de recherche, d'études et d'appui à l'analyse économiques à Madagascar
CSLP	: Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
DSRP	: Document de stratégie de réduction de la pauvreté
ESCAP	: Economic and Social Commission for Asia and the Pacific
IFORD	: l'Institut de Formation et de Recherche Démographiques
INS	: Institut national de la statistique
INSEE	: Institut national de la statistique et des études économiques
IRD/DIAL	: Institut de recherche pour le développement/Développement international et analyse à long terme
ISSEA	: Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée de Yaoundé I
MAEE	: Ministère des affaires étrangères et européennes français
MCA	: Millénium challenge account
OMD	: Objectif du millénaire pour le développement
PARIS21	: PARTnership In Statistics for Development in the 21st Century
PNUD	: Programme des Nations unies pour le développement
PPTE	: Pays pauvres très endettés
SCN93	: Système de comptabilité nationale, 1993
SISIA 2008	: Séminaire internationale sur le secteur informel en Afrique, 2008
StatCom-Africa	: Statistical commission for Africa/ <i>Commission statistique – Afrique</i>
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest africain
WIEGO	: Women in informal employment and organising

Avant-propos

C'est un sentiment de fierté qui m'anime au moment de la présentation des actes du « *séminaire international sur le secteur informel en Afrique, ses instruments de mesure, d'analyse et d'intégration des politiques économiques et sociales* ». Ce séminaire a été organisé par AFRISTAT du 22 au 24 octobre 2008 à Bamako, dans la continuité de l'intérêt que cette organisation porte à ce domaine et conformément au mandat qui lui a été confié par StatCom-Africa, en janvier 2008, à Addis-Abeba, d'animer le groupe de travail sur le secteur informel en Afrique.

Fierté, car ce séminaire, le 2^{ième} du genre à avoir été organisé par AFRISTAT, a connu un grand succès avec près de 120 participants et environ 40 communications proposées. Cela dénote de l'intérêt et de l'engouement pour cette préoccupation complexe suivie par les statisticiens et autres professionnels, les universitaires et chercheurs ainsi que par les politiques.

L'organisation de ce séminaire a été également l'occasion de soulever une préoccupation majeure. En effet, face à la crise économique mondiale et à la récession qui menaçaient en ce moment, il était indéniable que le secteur informel, qui est dans nos pays à l'origine de la création de plus de 80% des emplois, aura un rôle clé à jouer pour la survie des populations les plus pauvres. Encore faut-il que nos décideurs soient convenablement informés des réalités multiformes de ce secteur et surtout, reçoivent à temps les informations statistiques leur permettant d'en suivre régulièrement l'évolution : nous sommes ainsi au cœur des problématiques qui ont été traitées tout au long des trois jours du séminaire. La crise financière actuelle que connaissent la plupart des pays développés aura à n'en point douté de terribles conséquences sur nos économies africaines très fragiles. Cette réalité donne plus que jamais du sens à notre engagement à encourager tous les efforts que nos Etats membres en particulier, l'ensemble des pays africains en général, devront mettre en œuvre pour garantir une plus grande visibilité des activités économiques dans le secteur informel.

Le plan d'action pluriannuel, dont le projet de mise en œuvre a été décidé à la clôture du séminaire, revêt donc un caractère d'urgence. L'élaboration de ce plan d'action pour un meilleur suivi du secteur informel en Afrique traduit au moins les deux préoccupations fortes suivantes : la recherche d'une certaine harmonisation des dispositifs de collecte des données pour un meilleur suivi du secteur informel en Afrique et la volonté de collaborer ensemble pour atteindre cet objectif.

Au nom du Comité scientifique, j'ai l'honneur et le plaisir de présenter les actes du séminaire international sur le secteur informel 2008, composés de deux tomes. **Le premier tome** reprend en français et en anglais, les objectifs et l'organisation générale du séminaire d'une part, les points saillants et les principales recommandations d'autre part. **Le deuxième tome** récapitule l'ensemble des communications présentées dans leur version plus ou moins amendée.

La mise en forme des actes a été réalisée par le Comité scientifique sous la supervision de Monsieur François ROUBAUD, chercheur à l'IRD/DIAL. Je tiens tout particulièrement à le remercier pour le travail accompli et à travers lui, l'institution qu'il représente. J'associe également à ses remerciements l'ensemble des membres du Comité scientifique.

Je voudrais également souligner ma gratitude à tout le personnel d'AFRISTAT, qui, dans l'ombre, s'est attaché à résoudre tous les problèmes logistiques que ne manque de poser une opération de cette envergure, afin que les participants puissent mener leurs travaux en toute sérénité.

Je m'en voudrais de ne pas avoir une attention toute particulière pour l'ensemble des participants qui ont répondu massivement à l'appel des organisateurs. Du fait de la diversité de leur parcours professionnel et de leur riche expérience dans le domaine d'étude, ils ont activement contribué à la réussite de ce séminaire.

Je voudrais terminer mon propos en espérant que cette seconde édition des actes du séminaire sur le secteur informel en Afrique contribue activement au renforcement de la collaboration statistique entre tous les acteurs présents dans le domaine de la production et de l'utilisation des statistiques du secteur informel.

Le Directeur Général d'AFRISTAT

Martin BALEPA

Chapitre 1 : Présentation du Séminaire international sur le Secteur Informel en Afrique en 2008

1.1 Contexte et justification du séminaire

En mars 1997, AFRISTAT organisait un séminaire international « *Le secteur informel et la politique économique en Afrique subsaharienne* » en collaboration avec plusieurs partenaires internationaux (EUROSTAT, ODA, Banque mondiale, BIT, Ministère français de la coopération, ORSTOM, INSEE et DIAL). Ce séminaire avait réuni les délégations de 25 pays d'Afrique subsaharienne, une quarantaine d'experts et représentants d'organisations internationales et régionales et des spécialistes des instituts nationaux de la statistique des pays développés.

Ce séminaire, première grande manifestation scientifique de portée internationale organisée par AFRISTAT, traduisait sa volonté d'inscrire de façon pérenne les statistiques sur le secteur informel et les petites entreprises dans les systèmes nationaux d'informations statistiques.

La publication des actes de ce séminaire en 1998¹ a mis en lumière la richesse des contributions et des débats, les avancées mais aussi les nombreuses zones d'ombres encore à mettre en lumière. Les recommandations du séminaire ont proposé un certain nombre de pistes pour améliorer et approfondir la connaissance du secteur informel.

Onze ans après, deux raisons majeures vont justifier la tenue d'un second séminaire international sur le secteur informel. *D'abord, la volonté de dresser un nouvel état des lieux de la situation à la suite des nombreuses avancées enregistrées dans le domaine.*

De nombreuses enquêtes ont été réalisées sur l'emploi et le secteur informel. Depuis 1997, les opérations de terrain, en partenariat avec les Instituts Nationaux de Statistique (INS) et les institutions régionales et/ou sous régionales se sont multipliées avec succès. Ainsi, des enquêtes 1.2.3 ont été réalisées en 2001-2002 et à la demande de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest africain (UEMOA) dans la principale agglomération de sept Etats membres de l'UEMOA.

A Madagascar, une série d'enquêtes annuelles ont été mises en place avec une extension progressive aux grands centres urbains en 2000 et 2001. En 2004-2005, le Cameroun et la République démocratique du Congo ont réalisé chacun une enquête de type 1.2.3 à l'échelle nationale. Enfin, au Burundi, un dispositif d'enquêtes 1.2.3 à passages répétés a été mis en place en 2006.

Au-delà, d'autres dispositifs sur l'emploi et le secteur informel ont été mis en place dans d'autres régions d'Afrique (Tanzanie, Afrique du Sud, Botswana, etc.).²

L'importance des réflexions internationales sur les statistiques du secteur informel, notamment avec les travaux du groupe de Delhi, de la Division statistique des Nations unies et du BIT. Ce groupe de réflexion a produit récemment un document de référence intitulé « *Manual on surveys of informal employment and informal sector* ». Ce manuel propose un chapitre entier sur la prise en compte du secteur informel dans l'élaboration des comptes nationaux.

La prise de conscience de l'importance du rôle du secteur informel dans la formulation des politiques de réduction de la pauvreté. La focalisation sur la lutte contre la pauvreté à travers les nombreuses initiatives mises en œuvre (PPTE, l'élaboration des DSRP/CSLP et les OMD, les MCA, etc.) place les politiques d'appui au secteur informel au cœur des stratégies de développement.

Ensuite, il y a *le mandat donné en janvier 2008 à Addis Abeba par la Commission statistique – Afrique (StatCom – Africa) à AFRISTAT d'animer le groupe de travail sur le secteur informel en Afrique*. Ce mandat va donner une autre dimension aux activités d'AFRISTAT dans ce domaine en l'amenant à dépasser son champ d'intervention géographique habituel.

¹ Actes du séminaire sur le secteur informel et la politique économique en Afrique subsaharienne, Série Méthodes N°1, 3 tomes, Bamako (Mali)

² Cf. « Etude sur la mesure du secteur informel en Afrique, Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, Centre africain pour la statistique, E/ECA/ACS, December 2007 »

En outre, l'éparpillement des expériences indépendantes et diverses, la faible communication entre les statisticiens ou autres spécialistes dans le domaine en Afrique, la faible articulation des liens entre la statistique, la recherche et les politiques sociales sont autant de motifs supplémentaires pour lesquels AFRISTAT, fort du mandat qui lui a été donné par StatCom-Africa, a envisagé la tenue d'un deuxième séminaire international sur le thème « *Le secteur informel en Afrique : instruments de mesure, analyses et intégration des politiques économiques et sociales* ». Ce séminaire s'est déroulé du 22 au 24 octobre 2008 à Bamako.

1.2 Objectifs et contenu du séminaire

Les objectifs de ce séminaire sur le secteur informel de 2008 s'inscrivent d'emblée dans la problématique de l'intégration des statistiques sur le secteur informel dans les politiques économiques et sociales. Même si les préoccupations examinées lors du séminaire de 1997 restent toujours d'actualité, le présent séminaire vise les objectifs suivants :

- Inventorier les dispositifs de collecte de données existant sur le secteur informel et apprécier leur pertinence par rapport à l'opérationnalisation du concept de secteur informel et de la mesure de ses principaux agrégats ;
- Examiner de façon particulière l'introduction du secteur informel dans les comptes nationaux et les analyses macroéconomiques ;
- Rechercher une meilleure articulation entre la production et les utilisations des statistiques sur le secteur informel en caractérisant en particulier les nouvelles dimensions analytiques à valoriser.

Afin de répondre à ces objectifs, le séminaire a été structuré autour de cinq thèmes résumés comme suit :

- 1) Apprécier le chemin conceptuel parcouru depuis 1997 par rapport aux activités liées au secteur informel, mais surtout, tirer les enseignements et les perspectives des réponses apportées aux questions d'opérationnalisation des concepts liés à l'emploi informel ;
- 2) Faire le bilan des dispositifs de collecte des données sur le secteur informel, en caractérisant leur pertinence, leurs spécificités propres et/ou leurs éventuelles complémentarités et en s'assurant qu'ils contribuent à la réflexion stratégique ;
- 3) Evaluer les utilisations des statistiques du secteur informel par la comptabilité nationale, notamment sur la base des réflexions du groupe d'experts sur la mise à jour du SCN 93 et des travaux de la 17^{ème} CIST (BIT 2003) ;
- 4) Evaluer les autres utilisations possibles des statistiques du secteur informel, en particulier dans le cadre de la formulation des politiques sociales et des stratégies de lutte contre la pauvreté ;
- 5) Examiner le rôle institutionnel des INS, des structures chargées des questions d'emploi et des cellules DSRP/CSLP dans l'organisation du suivi de façon pérenne des activités liées au secteur informel et sa prise en charge effective par les systèmes statistiques nationaux.

1.3 Organisation générale du Séminaire

Le SISIA 2008 s'est déroulé du 22 au 24 octobre 2008 à Bamako, à la suite du comité de Direction d'AFRISTAT. Organisé par AFRISTAT, il a bénéficié du soutien des partenaires techniques et financiers suivants : le Ministère des Affaires étrangères et européennes français (MAEE), le Consortium PARIS21, l'Association CESD-Statisticiens pour le Développement et de DIAL.

Un Comité d'organisation a été mis en place, qui a permis de définir et de coordonner les activités des différentes commissions (coordination générale, communication et archivage, administrative et logistique).

Impliqués dans les activités de la commission chargée de la coordination générale des activités du SISIA 2008, le Conseil scientifique et le Secrétariat général ont examiné tous les aspects techniques et scientifiques du séminaire : adoption et la validation des termes de référence et des thématiques, identification des personnes ressources, suivi des contributions, depuis leur sélection jusqu'à la rédaction finale et leur synthèse, organisation et la gestion du séminaire à proprement parlé, sélection finale des communications à présenter en plénière et celles devant figurer dans les actes, formatage des documents à présenter (abstract, harmonisation de la mise en page, etc.), rédaction des différents rapports (thématiques, général, etc.) et des actes, sélection des personnalités à interviewer et listage des questions à leur poser, finalisation de la liste des participants. Ces deux organes étaient composés d'experts d'AFRISTAT et DIAL.

De l'avis de l'ensemble des participants, l'édition 2008 du SISIA a été un succès tant du point de vue de la participation que de la qualité des contributions reçues et des débats qui ont eu lieu.

1.3.1 La participation

Le SISIA 2008 a enregistré la participation de 120 personnes au total (cf. **annexe 4**). Ces participants provenaient de trente et un pays ainsi que de vingt cinq institutions et organisations d'Afrique, d'Europe, d'Asie et d'Amérique. **L'encadré 1** ci-dessous présente en détail la liste de ces pays et institutions.

Encadré 1 : Liste des pays et des institutions ayant participé au SISIA 2008

Liste des pays

1. Afrique du Sud	11. Gabon	21. Mozambique
2. Bénin	12. Guinée	22. Niger
3. Burkina Faso	13. Guinée Bissau	23. Ouganda
4. Burundi	14. Guinée Equatoriale	24. Palestine
5. Cameroun	15. Libéria	25. Rwanda
6. Centrafrique	16. Luxembourg	26. Sao Tomé et Principe
7. Comores	17. Madagascar	27. Sénégal
8. Congo	18. Mali	28. Tanzanie
9. Côte d'Ivoire	19. Maurice	29. Tchad
10. France	20. Mauritanie	30. Togo
		31. Tunisie

Listes des institutions

1. Agence française de développement (AFD)	9. Commission de l'Union économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest (UEMOA)	17. Institut de recherche pour le développement (IRD/DIAL)
2. Association CESD-statisticiens pour le développement	10. Commission de l'Union africaine (Ethiopie)	18. Institut national de la statistique et des études économiques de Paris (INSEE)
3. Banque africaine de développement (BAD)	11. Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA)	19. Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée de Yaoundé (ISSEA)
4. Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO)	12. Développement, institutions et analyses de long terme (DIAL)	20. Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT)
5. Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC)	13. Ecole nationale de statistique et d'administration économique de Dakar (ENSAE/ANSD)	21. Office statistique des Communautés européennes (EUROSTAT)
6. Banque mondiale	14. Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée d'Abidjan (ENSEA)	22. PARTnership In Statistics for Development in the 21st Century (PARIS21)
7. Bureau sous-régional de l'Organisation internationale de travail pour l'Afrique de Dakar (BRS-OIT)	15. Head Start Consult (Ghana)	23. Programme de Nations unies pour le développement (PNUD)
8. Centre de Recherches, d'Etudes et d'Appui à l'Analyse Economique à Madagascar (CREAM)	16. Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD)	24. Université d'Economie d'Orléans, France
		25. Women in Informal Employment Globalising and Organising (WIEGO/Delhi Group)

1.3.2 Les thématiques et les communications reçues

L'**annexe 2** présente les thématiques abordées ainsi que la liste des 40 communications reçues, déclinées par session. Elles distinguent celles finalement retenues pour être présentées en plénière de celles devant figurer dans les actes ainsi que celles qui n'ont pas été retenues. Seulement deux communications retenues n'ont pas été transmises. De même, une sixième préoccupation a porté sur le thème « *Quel plan d'action pour l'Afrique dans le domaine de la mesure et du suivi du secteur informel ?* ».

1.3.3 Déroulement du Séminaire

L'ensemble du programme de travail a été structuré autour de six sessions (y compris la validation du relevé des points saillants) qui se sont toutes déroulées en plénière. La cérémonie d'ouverture du séminaire était placée sous la présidence effective de Monsieur Djigui CAMARA, Ministre du Plan et de la Coopération de la République de Guinée, Président du Conseil des Ministres d'AFRISTAT, en présence de Monsieur Abou-Bakar TRAORE, Ministre des Finances de la République du Mali.

Après le mot de bienvenue du Directeur Général d'AFRISTAT, Monsieur Martin BALEPA, et l'allocution du représentant du Directeur du Bureau sous-régional de l'OIT pour l'Afrique de Dakar (Sénégal), Monsieur Djigui CAMARA, en ouvrant les travaux, a salué l'initiative d'AFRISTAT de tenir ce séminaire et a rappelé le mandat donné à AFRISTAT par StatCom-Africa pour animer le Groupe de travail africain sur le secteur informel. Il a également apprécié les efforts déployés dans la recherche de synergie afin d'articuler la production et l'utilisation des statistiques sur le secteur informel et a mis en exergue les progrès réalisés, depuis dix ans, ainsi que les défis majeurs qui restent encore à relever. Monsieur Djigui CAMARA a invité la communauté des chercheurs à continuer d'accompagner le processus pour une meilleure utilisation des statistiques du secteur informel et leur intégration dans les comptes nationaux ainsi que dans les bilans de l'emploi afin d'orienter la formulation des politiques de lutte contre la pauvreté. Il a également souligné la nécessité de mettre en place un plan d'action pour l'Afrique dans le domaine de la mesure du secteur informel.

1.3.4 Programme du Séminaire

Le calendrier du séminaire (cf. **annexe 1**) récapitule en trois jours, l'ensemble des travaux prévus.

1.3.5 L'évaluation du Séminaire

Le séminaire a fait l'objet d'une évaluation par les participants. Un questionnaire d'évaluation (cf. **annexe 3**) a été renseigné par ces derniers. L'exploitation des informations ainsi collectées (cf. tableau 1 à 7) qui concernent les 80 individus ayant retourné le questionnaire dûment renseigné donne un aperçu non seulement de l'appréciation globale du séminaire par les participants (cf. tableaux 1 à 4), mais aussi des aspects qu'ils auraient voulu voir approfondir (cf. tableaux 5 à 7).

L'exploitation des données fournies par le questionnaire d'évaluation a montré que tous les participants (cf. tableau 1) ont été satisfaits par rapport à l'organisation mise en place et 97% des participants sont très satisfaits des conclusions du séminaire (cf. tableau 2).

Tableau 1 : L'organisation du séminaire a-t-elle été globalement satisfaisante ?

Profil de l'institution participante	Oui (%)
INS	47,0
DSRP/structures chargées de l'emploi	6,1
Autre	39,4
Non précisé	7,6
Total	100,0

Tableau 2 : D'une façon générale quelle est votre niveau de satisfaction à l'issue de ce séminaire ?

Profil de l'institution participante	Degré de satisfaction (%)			Total
	Peu satisfait	Satisfait	Très satisfait	
INS	1,5	39,4	6,1	47,0
DSRP/structures chargées de l'emploi	0,0	6,1	0,0	6,1
Non précisé	0,0	6,1	1,5	7,6
Autre	1,5	24,2	13,6	39,4
Total	3,0	75,8	21,2	100,0

Par rapport à leur niveau de compétence, 97% des participants ont trouvé que le niveau du séminaire était adapté (cf. tableau 3). C'est le point de vue exprimé par le groupe des participants majoritaires (INS – 46%, Autres y compris institutions et partenaires techniques – 38%).

Par rapport à la durée du séminaire, si 74% des participants ont estimé qu'elle était adaptée, pour 23% elle était trop courte tandis que 3% des participants ont estimé qu'elle était trop longue (cf. tableau 4). Autrement dit, 95% des participants ont exprimé un net intérêt pour les travaux.

Tableau 3 : Par rapport à vos connaissances et à vos compétences, comment avez-vous trouvé le niveau du séminaire ?

Profil de l'institution participante	Niveau du séminaire		Total
	Bien adapté	Trop élevée	
INS	45,5	1,5	47,0
DSRP/structures chargées de l'emploi	6,1	0,0	6,1
Non précisé	7,6	0,0	7,6
Autre	37,9	1,5	39,4
Total	97,0	3,0	100,0

Tableau 4 : Comment avez-vous trouvé la durée du séminaire ?

Niveau du séminaire	Durée du séminaire			Total
	Adaptée	Trop courte	Trop longue	
Bien adapté	72,7	22,7	1,5	97,0
Trop élevée	1,5	0,0	1,5	3,0
Total	74,2	22,7	3,0	100,0

En dépit de l'intérêt exprimé pour le séminaire et malgré le fait que 89% des participants ont estimé que le séminaire a répondu à leurs attentes, il n'est inutile d'accorder de l'intérêt aux 11% de participants ayant un avis contraire (cf. tableau 5). Les résultats des tableaux 5 et 6 montrent que quoique satisfaits, bon nombre des participants (64%) auraient souhaiter un approfondissement de certaines sessions. Ces individus auraient voulu que plus de temps soit accordé à l'examen de certaines préoccupations du programme. Le tableau 7 ci-dessous présente, par ordre d'importance décroissante, le profil des aspects par rapport auxquels les participants auraient souhaité que l'organisation consacre davantage de temps. Ce profil montre que :

- pour 29% des participants, plus de temps aurait du être consacré aux préoccupations relatives à la Session 3 concernant à l'utilisation des statistiques du secteur informel par la comptabilité nationale ;
- plus de temps aurait du être également consacré selon 17% des participants, à la Session 4 relative aux autres utilisations possibles des statistiques du secteur informel ;
- pour 10% des participants, l'organisation du séminaire aurait dû insister davantage sur les sessions 1 et 5 ;
- les orientations relatives à l'élaboration du plan d'action pour un meilleur suivi des statistiques en Afrique ainsi que le thème de la Session 2 auraient du faire l'objet de plus de débats et de développements selon 7% des participants.

Tableau 5 : Le séminaire a-t-il répondu à vos attentes ?

Profil de l'institution participante	Réponse aux attentes		Total
	Oui	Pas tout à fait	
Autre	31,8	7,6	39,4
DSRP/structures chargées de l'emploi	4,5	1,5	6,1
INS	45,5	1,5	47,0
Non précisé	7,6	0,0	7,6
Total	89,4	10,6	100,0

Tableau 6 : Auriez vous souhaité voir consacrer plus de temps à certaines parties ?

Profil de l'institution participante	Thèmes à approfondir ?		Total
	Non	Oui	
Autre	15,2	24,2	39,4
DSRP/structures chargées de l'emploi	0,0	6,1	6,1
INS	18,2	28,8	47,0
Non précisé	3,0	4,5	7,6
Total	36,4	63,6	100,0

Tableau 7 : Identification des thèmes qu'il aurait fallu approfondir

Aperçu des thèmes à approfondir ?	%
Session 3 : Utilisation des statistiques du secteur informel par la comptabilité nationale	28,6
Session 4 : Autres utilisations potentielles des statistiques du secteur informel	16,7
Session 1 : Analyse des réponses apportées aux questions d'opérationnalisation des concepts	9,5
Session 5 : Rôles institutionnels des INS, cellules DSRP, structures chargées des questions d'emploi, etc. dans l'amélioration de la production statistique sur le secteur informel	9,5
Esquisse du plan d'action	7,1
Session 2 : Pertinence et complémentarité des dispositifs de collecte des données sur le secteur informel	7,1
Autres*	21,4
Total	100,0

(*) Aspects particuliers relatifs au traitement des agrégats du secteur informel ou d'autres sessions, échanges d'expériences entre les pays dans le domaine, emploi et financement dans le secteur informel, renforcement de la coordination des interventions dans le domaine, Suivi des travaux du Groupe de Delhi

Chapitre 2 : Relevé des points saillants, recommandations et perspectives du Séminaire

2.1 Relevé des points saillants et recommandations

Ce point reprend brièvement, session par session, une synthèse des débats et des principales conclusions formulées par les participants ainsi que les recommandations qui ont été faites.

2.1.1 Les points saillants

S'agissant du thème 1, les participants ont apprécié les efforts déjà déployés et le chemin conceptuel parcouru depuis le premier séminaire international sur le secteur informel en Afrique organisé en 1997 à Bamako par AFRISTAT. Les présentations relatives aux travaux menés par les pays, AFRISTAT, DIAL, le Groupe de Delhi et le BIT ont suscité des débats fructueux autour des points suivants :

- pertinence du champ et des variables à retenir pour l'identification des activités informelles ;
- nécessité de sérier les multiples critères retenus pour mieux appréhender l'économie informelle ;
- développement d'indicateurs sur le travail décent et l'emploi informel ;
- besoin de mettre en place des répertoires ;
- difficultés à appliquer à la lettre les définitions du BIT ;
- examen de l'évolution de la législation (notamment fiscale) et de son impact sur la mise à jour des critères.

Par rapport au thème 2, le bilan technique des dispositifs de collecte des données sur le secteur informel ainsi que des méthodes de mesure qui les sous-tendent a été fait. Les participants ont notamment examiné les différents dispositifs existants afin de s'assurer de leur convergence vers un système d'information cohérent de suivi et évaluation des politiques économiques et sociales. Face à la complexité et à la richesse du thème, un consensus est apparu autour du dispositif de collecte basé sur les enquêtes à plusieurs phases. La nécessité de mieux mesurer l'apport des micro-entreprises non agricoles a été évoquée, le secteur agricole étant appréhendé par des méthodes déjà éprouvées. Au nombre des méthodes existantes, les enquêtes 1-2-3 ont été reconnues comme un excellent outil mais qui demeurent encore perfectible pour aider les pays à relever les difficultés qu'ils rencontrent.

En abordant le thème 3, les participants ont insisté sur l'utilisation des données du secteur informel pour l'élaboration des comptes nationaux qui constituent la préoccupation centrale pour l'amélioration des agrégats macroéconomiques. A cet effet, la nécessité d'associer systématiquement les comptes nationaux dans le processus de mise en place des outils méthodologiques sur la mesure du secteur informel et de leur mise en œuvre a été retenue. En particulier, il s'agit : (i) de tenir compte des concepts des comptes nationaux dans les différents questionnaires liés aux économies informelles ; (ii) d'intégrer toutes les unités de production qui sont à la marge extérieure de l'informalité ; (iii) de promouvoir et de mettre au point un compte satellite de l'économie informelle.

Sur ce point, les participants ont également discuté sur la nature des difficultés rencontrées (méthodes d'estimation des agrégats sur le secteur informel) et de l'intégration des résultats d'enquêtes sur le secteur informel dans les comptes nationaux. Ils ont insisté sur le besoin de systématiser les échanges entre les statisticiens d'enquêtes et les comptables nationaux afin de disséminer les bonnes pratiques. Ils ont enfin souligné l'importance des statistiques sur le secteur informel pour le suivi des effets des crises notamment alimentaires et financières sur les conditions de vie des populations.

Concernant le thème 4, les participants ont salué le fait que les analyses approfondies des enquêtes sur l'emploi dans le secteur informel devraient aider dans la formulation des politiques sociales et des stratégies de lutte contre la pauvreté. En tirant profit des expériences présentées, l'étendue des utilisations possibles des informations issues des enquêtes sur le secteur informel a été mise en évidence à titre illustratif autour d'un certain nombre de thématiques : vulnérabilité dans l'emploi, financement du secteur informel, estimation des PIB régionaux ou locaux, fiscalité et dynamisation des activités du secteur informel, etc.

Le thème 5 a permis d'examiner les problématiques institutionnelles concernant l'organisation du suivi du secteur informel et sa prise en charge effective par les systèmes statistiques nationaux. Parmi les contributions et les réflexions qui ont eu lieu, les participants ont suggéré l'amélioration des mécanismes mis en place en : (i) identifiant des institutions et des personnes ressources; (ii) promouvant la mise en réseau des INS, cellules DSRP, structures chargées de l'emploi et autres structures assimilées dans le développement de la production des statistiques sur le secteur informel ; (iv) identifiant pour les institutions partenaires, un point focal du réseau ; (v) encourageant la coordination entre les différents acteurs nationaux (INS, cellules DSRP, observatoires de l'emploi etc.).

Par rapport au panel, les échanges ont porté sur : (i) le besoin d'élaborer une plate-forme de coordination des diverses interventions des partenaires techniques et financiers sur la problématique de la mesure du secteur informel dans les pays ; (ii) la prise en compte explicite d'un dispositif de financement pérenne de ces activités afin d'assurer un meilleur suivi de la mesure de l'emploi et du secteur informel ; (iii) l'élargissement du champ de l'enquête au plan national en prenant en compte le secteur rural ; (iv) la nécessité de diffuser les données d'enquêtes à temps sur les supports adaptés ; (v) l'élaboration d'un plan d'action intégrant les questions de renforcement des capacités ; (vi) la participation des systèmes statistiques nationaux aux différentes réflexions dans le domaine avec l'implication des institutions régionales et sous-régionales.

Au terme des travaux, les participants ont unanimement reconnu la pertinence des différents outils méthodologiques développés et ont réaffirmé leur engagement à soutenir leurs améliorations. A cet effet, ils ont confirmé le rôle de coordination que devrait jouer AFRISTAT dans le domaine du secteur informel en Afrique subsaharienne. Ils ont convenu que l'amélioration de la production statistique sur le secteur informel en Afrique devrait être envisagée dans le cadre d'une collaboration entre les gouvernements, la communauté scientifique et les partenaires techniques et financiers. Ils ont conclu sur la nécessité de se situer dans une perspective de long terme pour le suivi et la mesure du secteur informel.

2.1.2 Les recommandations

Les participants au Séminaire international sur le secteur informel en Afrique, organisé du 22 au 24 octobre 2008 à Bamako,

Considérant le mandat d'AFRISTAT en matière de renforcement des capacités statistiques des Etats d'Afrique subsaharienne,

Considérant le mandat de chef de file du Groupe de travail sur le secteur informel en Afrique confié à AFRISTAT par StatCom-Africa,

Considérant les efforts de la communauté internationale pour le renforcement, l'harmonisation et la vulgarisation des outils méthodologiques pour le suivi et l'intégration des données du secteur informel dans les comptes nationaux,

Considérant l'expérience et les travaux réalisés par les pays africains avec l'appui des partenaires techniques et financiers dans le domaine du secteur informel,

Considérant le rôle du secteur informel comme pourvoyeur incontournable d'emplois dans les économies africaines ;

Considérant les risques que pourraient encourir les économies africaines suite aux récentes crises alimentaire et financière internationale, et à la récession mondiale que cette dernière laisse présager,

Recommandent :

A AFRISTAT :

- de prendre toutes les dispositions pour assurer la poursuite du mandat qui lui a été confié par StatCom-Africa afin d'animer le Groupe de travail sur le secteur informel en Afrique ;
- de prendre des dispositions pour proposer un plan d'action pour le secteur informel dans le cadre des activités du Groupe de travail africain, intégrant la programmation régulière et le renforcement des enquêtes mixtes, y compris la phase pilote ;
- de renforcer la collaboration avec les organisations et groupes de travail internationaux compétents dans le domaine du secteur informel en étant étroitement associé à leurs travaux, notamment avec le Groupe de Delhi ;
- d'organiser ou de contribuer à organiser les pays africains en réseaux d'étude des économies informelles afin de mieux s'impliquer dans les travaux méthodologiques réalisés dans le domaine ;
- d'organiser tous les cinq ans un séminaire international sur le secteur informel en Afrique ;
- de diffuser un rapport complet en anglais et en français sur les travaux du présent séminaire.

Aux Etats :

- d'intégrer dans leur stratégie nationale de développement de la statistique, des axes relatifs à la production des statistiques sur l'emploi et le secteur informel, notamment la réalisation d'enquêtes à plusieurs phases de type 1-2-3 ;
- d'assurer une meilleure coordination et de mobiliser les moyens financiers et humains suffisants pour la collecte et une meilleure valorisation de la production d'informations statistiques dans le domaine.

Aux partenaires techniques et financiers :

- de coordonner, dans l'esprit de la Déclaration de Paris, leurs appuis pour les rendre plus efficaces afin de donner une plus grande visibilité à leur impact sur le développement de la production statistique pour l'emploi et le secteur informel dans les pays ;
- d'associer systématiquement AFRISTAT à la conception de tout projet d'intervention statistique dans les domaines de l'emploi et du secteur informel élaboré pour tout Etat associé aux travaux du Groupe de travail africain sur le secteur informel ;
- d'apporter à AFRISTAT tout l'appui nécessaire à l'accomplissement de son mandat et de mettre aussi les ressources adéquates à la disposition des pays réalisant des activités dans le domaine de l'économie informelle.

A l'ensemble des parties prenantes :

- de mettre en place et/ou de renforcer un projet, coordonné par AFRISTAT, de dispositif suivi de l'emploi, du marché de travail et du secteur informel qui comprendrait trois composantes : (i) établissement d'un bilan rétrospectif des réalisations capitalisables des enquêtes à plusieurs phases sur l'emploi et le secteur informel depuis quinze ans et identification des outils méthodologiques restant à développer ; (ii) conduite d'enquêtes dans cinq pays pilotes où la faisabilité d'un système d'enquêtes nationales à plusieurs phases sera développée comprenant une enquête emploi annuelle couplée à une enquête sur le secteur informel ; (iii) extension de la phase pilote aux autres pays.

2.2 Perspectives

Pour la valorisation des inputs fournis par le séminaire, il est prévu de publier les produits décrits brièvement dans le tableau ci-dessous.

Tableau 8 : Point récapitulatif des principaux produits dérivés du Séminaire sur le secteur informel en Afrique 2008

N°	Produits de valorisation	Activités à réaliser	Responsables
1	Relevé des points saillants	<ul style="list-style-type: none"> • Rédiger les points saillants ; • Y adjoindre la liste actualisée des participants 	Ce document a été validé à la suite des observations faites par les participants par rapport à sa version amendée en plénière
2	Rapport général du SISIA	<ul style="list-style-type: none"> • Proposer un rapport écrit faisant le point de l'organisation (matérielle, technique et financière) du SISIA 	Ce document a été produit par AFRISTAT
3	Actes du séminaire	<ul style="list-style-type: none"> • Proposer les actes du SISIA 2008 (Tome I et II), conformément aux actes du séminaire de 1997 sur le secteur informel ; • Version Français/Anglais 	Ces documents seront produits par AFRISTAT
4	Plaquettes commerciales sur le SISIA 2008	<ul style="list-style-type: none"> • Produire un document d'au plus 4 pages, attractifs, facile à lire et s'inspirant des points saillants et principales recommandations du SISIA 2008 ; • Il doit préciser les objectifs du SISIA, présenter les principaux résultats obtenus, les problèmes débattus ainsi que les implications et perspectives qui ont été envisagées ; • Version Français/Anglais. 	Ce document a été produit par AFRISTAT
5	Un numéro spécial de STATECO consacré au SISIA 2008	<ul style="list-style-type: none"> • Procéder à une relecture des différentes communications en vue de la sélection des meilleures communications ; • Relancer par la suite les auteurs pour les inviter à améliorer leurs papiers et les adapter au format de la ligne éditoriale de STATECO • Retenir les 5-6 meilleurs articles 	Ce document a été produit dans le cadre d'une collaboration entre AFRISTAT et DIAL
6	Une série d'articles du SISIA 2008 publiée dans l'African Journal of Statistics (AJS)	<ul style="list-style-type: none"> • Il s'agit de la version en anglais du numéro de STATECO consacré au SISIA 2008 	Ce document a été produit dans le cadre d'une collaboration entre AFRISTAT, DIAL et la BAD
7	Une série de produits multimédia	<ul style="list-style-type: none"> • Proposer un bon montage du film du SISIA avec ses différentes phases (équipe, organisation, séminaire à proprement parlé, interview, synthèse choisie des débats, validation du communiqué final, annonce des perspectives y compris les produits à valoriser à la suite du SISIA 2008) 	Ces produits (DVD promotionnel, film du séminaire, DVD des interviews, CD des enregistrements audio du séminaire, CD remis aux participants avant leur départ) seront produits par AFRISTAT
8	Un projet écrit de Plan d'Action l'amélioration et l'harmonisation des Statistique de l'emploi et du Secteur Informel en Afrique (PASSIA)	<ul style="list-style-type: none"> • Proposer un document de projet complet pour la mise en œuvre d'un plan d'action pour un meilleur suivi du secteur informel en Afrique comprenant : <ul style="list-style-type: none"> - Les pays retenus pour participer à la phase pilote (Afrique du Sud, Cameroun, Niger, Madagascar, Tanzanie) ; - Les disponibilités des pays ciblés pour cette phase pilote à y participer ; - Le contenu détaillé de la phase pilote (exposés des orientations méthodologiques et statistiques, points sur les acquis enregistrés dans le domaine du suivi du secteur informel, appréciations qu'ont de ces outils et de ces résultats les principaux utilisateurs, etc.) - La durée de la mise en œuvre du PASSIA (3 ans) - Une équipe d'experts d'AFRISTAT et de DIAL a été mise en place en vue de l'élaboration du plan d'action. 	Ce document a été produit dans le cadre d'une collaboration entre AFRISTAT et DIAL
9	LLA N°47	Numéro spécial consacré au SISIA 2008	Ce document a été produit par AFRISTAT

Une publication des 10 meilleurs articles méthodologiques, à la fois dans STATECO (pour les communications en français) et dans l'African Journal of Statistics (pour les mêmes articles traduits en anglais) ; la parution du numéro spécial de STATECO consacré au SISIA est prévue pour juin 2009.

La production d'un DVD promotionnel : d'une durée maximum de 20 minutes, il a été produit par un spécialiste en communication en tirant profit des prises de vue du film élaboré par MACINA.

Elaboration du plan d'action pour un meilleur suivi des activités du secteur informel : un document d'une dizaine de pages intégrant :

- les termes de référence du Groupe de travail (objectifs, activités à réaliser, résultats attendus, chronogramme de mise en œuvre, coûts),
- une stratégie, une feuille de route, les activités de la phase pilote et un chronogramme.

La mise en œuvre du projet pilote est prévue pour une durée maximum de 3 ans ; son organisation comprendra :

- une équipe composée d'experts d'AFRISTAT et de DIAL qui seront activement impliqués dans la mise œuvre du plan d'action.
- un groupe de pays pilote³ qui sont à considérer comme des pays associés à la mise en œuvre du plan d'action.

Participation d'Afristat et des représentants des Etats aux échanges internationaux comme les réunions du Groupe de Delhi ou au séminaire sur le même sujet programmé au Vietnam en 2010.

³ Ce groupe comprendrait les pays suivants : Cameroun, Madagascar, Niger, Tanzanie et l'Afrique du Sud

Annexes

Annexe 1 : Calendrier du Séminaire international sur le secteur informel en Afrique

Séminaire International sur le Secteur Informel en Afrique (SISIA) : Instruments de mesure, analyses et intégration des politiques économiques et sociales	
<u>Bamako, AFRISTAT, 22-24 octobre 2008 - SOFITEL</u>	
<u>Salle : Grande salle de l'hôtel SOFITEL</u>	
1^{er} jour : Mercredi 22 octobre 2008	
	<u>Cérémonie d'ouverture</u>
9h00-9h30	<p>Mot de bienvenue, M. Martin BALEPA, Directeur Général d'AFRISTAT</p> <p>Allocution de M. Dramane HAÏDARA, BIT- Bureau Sous Régional de Dakar</p> <p>Discours d'ouverture, M. Djigui CAMARA, Ministre du Plan et de la Coopération de la République de Guinée, Président du Conseil des Ministres d'AFRISTAT</p> <p>Séance Photo de groupe</p>
9h30-10h00	Pause-café (et réaménagement de la salle)
<u>Positionnement des problématiques</u>	
10h00-10h35	<p>Présidence : Président du Comité de Direction d'AFRISTAT</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intervention M. Martin BALEPA, DG d'AFRISTAT <i>Présentation du calendrier du séminaire (5mn)</i> • Intervention de Mme Joann VANEK, Représentant du Groupe de Delhi <i>Brève présentation des travaux relatifs à la future publication sur le secteur informel (10 mn)</i> • Intervention de M. Hervé BOUGAULT, Représentant de l'AFD Bamako <i>Brève intervention sur les travaux réalisés le domaine de l'emploi et du secteur informel (10 mn)</i>
10h35-12h35	<p>Session I : Analyse des réponses apportées aux questions d'opérationnalisation des concepts</p> <p>Présidence : Abdoullahi BEIDOU, Président du Comité de Direction D'AFRISTAT (5 mn)</p> <p>Modérateur : François ROUBAUD, DIAL, Viet Nam (10 mn)</p> <p style="text-align: center;"><u>Questions traitées</u></p> <p>Question 1.1 : Secteur moderne, secteur informel non agricole et secteur agricole : quelle définition pour une couverture exhaustive des activités économiques ?</p> <p>Question 1.2 : Difficultés liées à la diversité des critères opérationnels retenus, etc.</p> <p>Question 1.3 : Secteur informel, emploi informel et travail décent.</p> <p style="text-align: center;"><u>Communication 1.1 (15 mn) :</u></p> <p>Titre : <i>De l'emploi dans le secteur informel à l'emploi informel : Définitions statistiques internationales</i> Identité de l'auteur : Ralf HUSSMANN, présenté par Mme Joann VANEK Institution : BIT, Genève (Suisse)</p> <p style="text-align: center;"><u>Communication 1.2 (15 mn) :</u></p> <p>Titre : <i>De la nécessité d'affiner les critères d'opérationnalisation des UPI : Eléments de réflexion</i> Identité de l'auteur : Alexandre BIAOU Institution : INSAE, Cotonou (Bénin)</p> <p style="text-align: center;"><u>Communication 1.3 (15 mn) :</u></p> <p>Titre : <i>Analysis of answers to issues concerning the operational concepts on informal sector, the Mauritian experience</i> Identité de l'auteur : Chettun Kumar ARIANAICK Institution : Central statistics office, Port-Louis (Maurice)</p> <p>Lancement des débats sur les 3 communications</p>
12h35-14h30	Pause -déjeuner

**Séminaire International sur le Secteur Informel en Afrique (SISIA) :
Instruments de mesure, analyses et intégration des politiques économiques et sociales**

Bamako, AFRISTAT, 22-24 octobre 2008 - SOFITEL

Salle : Grande salle de l'hôtel SOFITEL

	<p>Session II : Pertinence et complémentarité des dispositifs de collecte des données</p> <p>Présidence : Prosper BACKINY, Banque mondiale (5 mn) Modérateur : Paul-Henry NGuema MEYE, Directeur Général Adjoint, DGSEE Gabon (10 mn)</p> <p align="center"><u>Questions traitées</u></p> <p>Question 2.1 : Bilan méthodologique des enquêtes mixtes en Afrique</p> <p>Question 2.2 : Méthodes d'estimation des principaux indicateurs ainsi que des procédures statistiques en fonction des dispositifs existants (LSMS, 1.2.3, enquêtes entreprises, autres enquêtes mixtes, ...)</p> <p>Question 2.3 : Elargissement au niveau national : conditions minimales pour obtenir des agrégats nationaux valables (principales villes, milieu urbain, national)</p> <p align="center"><u>Communication 2.1 (15 mn) :</u></p> <p><i>Titre : De la comparaison des méthodologies d'enquêtes sur le secteur informel à une proposition de méthodologie commune en Afrique</i> <i>Identité de l'auteur : Eric RAMILISON/Andry Andriantseho</i> <i>Institution : CREAM (Madagascar) / CEA (Ethiopie)</i></p> <p align="center"><u>Communication 2.2 (15 mn) :</u></p> <p><i>Titre : Pertinence et complémentarité des dispositifs de collecte de données : Les leçons de l'enquête sur l'emploi et le secteur informel (EESI) de 2005 au Cameroun</i> <i>Identité de l'auteur : Joseph TEDOU</i> <i>Institution : INS, Cameroun</i></p> <p align="center"><u>Communication 2.3 (15 mn) :</u></p> <p><i>Titre : Measurement of informal sector in south Africa</i> <i>Identité de l'auteur : Yandiswa MPETSHENI</i> <i>Institution : Statistics South Africa</i></p> <p>Lancement des débats sur les 3 communications</p>
14h30-16h30	
16h30-17h00	Pause-café
	<p>Session III : Utilisations des statistiques du secteur informel par la comptabilité nationale</p> <p>Présidence : Chettun Kumar ARIANAICK, CSO (Maurice) Modérateur : Yusuf MAGO, Directeur des statistiques économiques, INS (Rwanda) (10 mn)</p> <p align="center"><u>Questions traitées</u></p> <p>Question 3.1 : Mesure des agrégats (production, valeur ajoutée,...) des Unités de production informelles</p> <p>Question 3.2 : Prise en compte du secteur informel rural non agricole dans l'estimation du PIB</p> <p align="center"><u>Communication 3.1 (15 mn) :</u></p> <p><i>Titre : L'Intégration des données de l'enquête sur l'emploi et le secteur informel dans les comptes nationaux – l'expérience du Cameroun</i> <i>Identité de l'auteur : Joseph TEDOU</i> <i>Institution : INS Cameroun</i></p> <p align="center"><u>Communication 3.2 (15 mn) :</u></p> <p><i>Titre : Prise en compte du secteur informel dans l'estimation du PIB</i> <i>Identité de l'auteur : Michel SERUZIER</i> <i>Institution : Consultant international</i></p> <p>Lancement des débats sur les 2 communications</p>
17h00-18h00	
A partir de 18h00	Cocktail offert par AFRISTAT (Hôtel LAICO AMITIE)

**Séminaire International sur le Secteur Informel en Afrique (SISIA) :
Instruments de mesure, analyses et intégration des politiques économiques et sociales**

Bamako, AFRISTAT, 22-24 octobre 2008 - SOFITEL

Salle : Grande salle de l'hôtel SOFITEL

2^{ème} jour : jeudi 23 octobre 2008

8h00-9h00	Suite et fin des débats de la Session 3
9h00-10h00	Session IV : Autres utilisations des statistiques du secteur informel Présidence : Mme Joann VANEK, WIEGO/Groupe de Delhi Modérateur : Honoré DJERMA, BIT- BSR Dakar
	Questions traitées
	Question 4.1 : Vulnérabilité des emplois, travail des femmes, des enfants et protection sociale Question 4.2 : Micro crédit, formation à la gestion et mutualisation des risques de l'entreprise
	Communication 4.1 (15 mn) :
	<i>Titre : Vulnérabilité au travail et revenus en Afrique de l'Ouest</i> <i>Identité de l'auteur : Christophe NORDMAN</i> <i>Institution : DIAL, Paris (France)</i>
	Communication 4.2 (15 mn) :
	<i>Titre : La micro finance au secours du secteur informel</i> <i>Identité de l'auteur : Michel LELART</i> <i>Institution : CNRS, Orléans (France)</i>
	Lancement des débats sur les 2 communications
10h00-10h30	Pause-café
10h30-11h30	Suite des débats de la Session 4
11h30-12h30	Session V : Rôles institutionnels des INS, cellules DSRP, structure chargée de l'emploi, etc. Présidence : Joseph TEDOU, Directeur Général, INS Cameroun Modérateur : Antoine SIMONPIETRI, Directeur Secrétariat PARIS21
	Questions traitées
	Question 5.1 : Fiscalité et enregistrement des unités de production informelles Question 5.2 : Difficultés et contraintes liées au développement de la production statistique sur le secteur informel en Afrique : principaux enseignements et perspectives d'amélioration
	Communication 5.1 (15 mn) :
	<i>Titre : Secteur informel, fiscalité et équité</i> <i>Identité de l'auteur : Prosper BACKINY</i> <i>Institution : Banque mondiale</i>
12h30-14h30	Pause -déjeuner
14h30-15h30	Suite des travaux de la Session V
	Communication 5.2 (15 mn) :
	<i>Titre : La production statistique sur le secteur informel en Afrique : quels enseignements et quelles perspectives ?</i> <i>Identité de l'auteur : François ROUBAUD</i> <i>Institution : DIAL, Hanoï (VietNam)</i>
	Lancement des débats sur les 2 communications
15h30-16h00	Pause-café
16h00-17h00	Thème du Panel : Quel plan d'action pour l'Afrique dans le domaine de la mesure du secteur informel ?
	Membres du panel : Groupe de Delhi, DIAL, AFRISTAT, BIT, Statcom-CEA, BIT, ACBF, BAD, DSNU, CUA Présidence : Luc MBONG MBONG, BAD
17h00-17h30	Pause-café

**Séminaire International sur le Secteur Informel en Afrique (SISIA) :
Instruments de mesure, analyses et intégration des politiques économiques et sociales**

Bamako, AFRISTAT, 22-24 octobre 2008 - SOFITEL

Salle : Grande salle de l'hôtel SOFITEL

3ème jour : Vendredi 24 octobre 2008

10h00-10h30	Pause-café
11h00-14h00	Session VI : Synthèse générale des Travaux
	Présidence : AFRISTAT Rapporteur : AFRISTAT
	Proposition/débat sur les recommandations
14h30	Clôture du séminaire

Annexe 2 : Synthèse des communications reçues

Session I : Analyse des réponses apportées aux questions d'opérationnalisation des concepts
<u>Communications présentées en plénière</u>
<ul style="list-style-type: none"> • Measuring the informal economy : From employment in the informal sector to the informal employment By Ralf HUSSMANNNS, ILO (Switzerland) • De la nécessité d'affiner les critères d'opérationnalisation des UPI : Eléments de réflexion Par Alexandre BIAOU, INSAE, Cotonou (Bénin) • Analysis of answers to issues concerning the operational concepts on informal sector, the Mauritian experience By Chettun Kumar ARIANAICK, Central statistics office, Port-Louis (Maurice)
<u>Communications non présentées en plénière</u>
<ul style="list-style-type: none"> • Analyse des réponses apportées aux questions d'opérationnalisation des concepts Par Joseph TEDOU, INS Cameroun • Secteur moderne, secteur informel non agricole et secteur agricole : Quelles définitions pour une couverture exhaustive des activités économiques ? Le point de vue du comptable national pour la prise en compte de l'économie informelle Par Michel SERUZIER • Challenges of measuring the informal sector in Uganda By Imelda Magdalene Atai MUSANA, UBOS Uganda • From employment in the informal sector to the informal employment : international statistical definitions By Ralf HUSSMANNNS, ILO (Switzerland) • Chapter 25 : Informal aspects of the economy, Extrait de "Manual on surveys of informal employment and informal sector" By Michel SERUZIER
<u>Communications non retenues</u>
<ul style="list-style-type: none"> • Measuring the informal sector By Dario BUONO, Eurostat • L'enquête 1.2.3 pour la mesure du secteur informel en Côte d'Ivoire : Expérience du projet PARSTAT Par Enoh Moïse Georges, INS Côte d'Ivoire
Session II : Pertinence et complémentarité des dispositifs de collecte des données
<u>Communications présentées en plénière</u>
<ul style="list-style-type: none"> • De la comparaison des méthodologies d'enquêtes sur le secteur informel à une proposition de méthodologie commune en Afrique Par Eric RAMILISON, CREAM (Madagascar) / • Pertinence et complémentarité des dispositifs de collecte de données : Les leçons de l'enquête sur l'emploi et le secteur informel (EESI) de 2005 au Cameroun Par Joseph TEDOU, INS, Cameroun • Measurement of informal sector in south Africa By Yandiswa MPETSHENI, Statistics South Africa
<u>Communications non présentées en plénière</u>
<ul style="list-style-type: none"> • Measurement of informal sector in adverse conditions By Luay SHABANEH, Palestinian Central Bureau of Statistics, Ramalah (Palestine) • Etude sur la mesure du secteur informel et de l'emploi en Afrique Par le Centre Africain pour la statistique, Commission économique des Nations unies pour l'Afrique • Study on the measurement of the informal sector and informal employment in Africa By African centre for statistics, United nations Economic Commission for Africa • Measuring the informal sector : UN ESCAP's Project experience and results from Asia and the Pacific By Pietro GENNARI, ESCAP, Bangkok (Thaïlande) • Les enquêtes mixtes pour la mesure du secteur informel Par Ralf HUSSMANNNS, BIT Genève (Suisse)
<u>Communication non retenue</u>
<ul style="list-style-type: none"> • Expérience du Tchad dans les enquêtes sur les activités informelles Par Tabo Symphorien, INSEED, N'Djamena (Tchad)
Session III : Utilisations des statistiques du secteur informel par la comptabilité nationale
<u>Communications présentées en plénière</u>
<ul style="list-style-type: none"> • L'intégration des données de l'enquête sur l'emploi et le secteur informel dans les comptes nationaux – l'expérience du Cameroun Par Joseph FOUOKING, INS Cameroun • Prise en compte du secteur informel dans l'estimation du PIB : Propositions méthodologiques pour mesurer l'économie informelle Par Michel SERUZIER, Consultant international (France)
<u>Communications non présentées en plénière</u>
<ul style="list-style-type: none"> • L'intégration de l'informel dans les comptes nationaux : les insuffisances de la mesure des agrégats Par Joseph FOUOKING, Comptable national, INS Cameroun • Le secteur informel dans la comptabilité nationale : l'expérience marocaine Par Mme Hayat BENAYAD, HCP-DNS, Royaume du Maroc • Measurement of aggregates By Fred E. MATOLA, National bureau of Statistics, Dar Es Salaam (Tanzanie) • Formalisation d'une distinction formelle/informelle par branche et par produit dans un modèle TABLO construit pour l'élaboration de comptes provisoires en Mauritanie Par Clémence CHARAVEL (France)

Session III : Utilisations des statistiques du secteur informel par la comptabilité nationale

Communications présentées en plénière

- **Caractérisation du secteur informel à partir des enquêtes 1.2.3 dans les Etudes ECOLOC : le cas de Koudougou**
Par Hugues Kouadio, ENSEA (Côte d'Ivoire)

Session IV: Autres utilisations des statistiques du secteur informel

Communications présentées en plénière

- **Vulnérabilité au travail et revenus en Afrique de l'Ouest**
Par Christophe NORDMAN, IRD/DIAL, Paris (France)
- **La micro finance au secours du secteur informel**
Par Michel LELART, CNRS, Orléans (France)

Communications non présentées en plénière

- **Allocation du temps et production domestique dans les principales capitales africaines**
Par Javier HERRERA (IRD/DIAL), Constance TORELLI (INSEE/DIAL), France
- **Les droits du travail dans le secteur informel : Quelques résultats sur le Bénin**
Par G. Rodolphe MISSINHOUN, CUA, Addis Abeba (Ethiopie)
- **Analyse comparative de la pauvreté à partir des études ECOLOC : le cas de Koudougou et Tenkodogo au Burkina Faso, Par Hugues KOUADIO, Jean Arnaud KOUAKOU, ENSEA (Côte d'Ivoire)**
- **Importance of the informal sector for poverty reduction in Ghana**
By Dr Kwaku A. TWUM-BAAH, Head Start Consul, Accra (Ghana)
- **Micro crédit et finance informelle : les différentes mesures de la croissance économique**
Par Dr Ali Hassan ALI, Djibouti (Djibouti)

Session V : Rôles institutionnels des INS, cellules DSRP, structure chargée de l'emploi, etc.

Communications présentées en plénière

- **Secteur informel, fiscalité et équité**
Par Prosper BACKINY, Banque mondiale
- **La production statistique sur le secteur informel en Afrique : quels enseignements et quelles perspectives ?**
Par François ROUBAUD, IRD/DIAL, Hanoï (VietNam)

Communications non présentées en plénière

- **Rôle de l'informel dans les réformes fiscales préconisées en Afrique subsaharienne**
Par Dr Ali Hassan ALI, Djibouti (Djibouti)
- **Rôles institutionnels des INS dans l'implémentation et le suivi des politiques publiques sur le secteur informel en Afrique : le cas du Cameroun**
Par Joseph TEDOU, INS Cameroun
- **Taxation and registration of informal production units : Rwanda's case**
By Yusuf MAGO, NISR, Kigali (Rwanda)
- **Les déterminants de l'enregistrement administratif des petites et micro entreprises à Antananarivo : quelles implications pour améliorer les stratégies des services publics**
Par RAKOTOMANANA Faly Hery, INSTAT, Antananarivo (Madagascar)

Communication non retenue

- **Fiscalité et enregistrement des unités de production informelles : le cas de la République démocratique du Congo (RDC)**
Par Marcel Nyumaiza MALUNGU, INS, Kinshasa (RDC)

Thème du Panel : Quel plan d'action pour l'Afrique dans le domaine de la mesure du secteur informel

Membres du panel : Groupe de Delhi, DIAL, AFRISTAT, BIT, Statcom-CEA, BIT, ACBF, BAD, DSNU, CUA

Annexe 3 : Questionnaire d'évaluation du Séminaire 2008

QUESTIONNAIRE D'EVALUATION DU SEMINAIRE/QUESTIONNAIRE OF EVALUATION OF THE SEMINAR

Q1. Institution?

Veillez s'il vous plait cocher dans la case appropriée/ *Please to tick in the appropriate compartment*

INS/NSO	DSRP/PRSP	Autre/Other
.....

Q2. D'une façon générale, à l'issue de ce séminaire, êtes-vous...

Generally speaking at the conclusion of this seminaire, you are...

- Très satisfait/*Very satisfied*
- Satisfait/*Satisfied*
- Peu satisfait/*Little satisfied*
- Plutôt mécontent/ *Rather dissatisfied*

Q3. Le séminaire a-t-il correspondu à vos attentes ?

Did the seminaire correspond to your expectations?

- Oui/*Yes*
- Pas tout à fait /*Not completely*
- Non/ *No*

Q4. Par rapport à vos connaissances et à vos compétences, le niveau de ce séminaire vous a-t-il semblé...

With regard to your knowledge and to your skills, the level of this seminaire seemed to you...

- trop élevé / *too much raised*
- bien adapté/ *adapted well*
- trop faible / *too weak*

Q5. La durée du séminaire, compte tenu du programme, était-elle...

The duration of the seminaire, considering the program, was...

- trop longue / *too long*
- adaptée/ *adapted*
- trop courte / *too short*

Q6. Auriez-vous souhaité voir consacrer plus de temps à certaines parties ?

Would you have wished to see dedicating more time to certain parts?

- Oui / *Yes*

Si oui, quel theme?/ *If Yes which one ?*:

- Non / *No*

Q7. L'organisation du séminaire a-t-elle été globalement satisfaisante?

Was the organization of the seminar globally satisfactory?

- Oui / *Yes*
- Non/ *No*

Merci d'avoir répondu à ce questionnaire
Please having answered this questionnaire

Annexe 4 : Liste de présence des participants

N°	Identité du participant	Institutions	Titre	Adresse postale	Téléphone/Fax/E-mail
1. Participants Etats membres d'AFRISTAT					
1	Alexandre BIAOU	INSAE, Bénin	Directeur des statistiques sociales	01 BP 323 Cotonou	alexandrebiaou@yahoo.com Tel : (229) 950 66 830
2	Christophe MIGAN	OEF, Bénin	Directeur		miganchrist@yahoo.fr
3	Bamory OUATTARA	INSD, Burkina Faso	Directeur général		bamoryouatt@yahoo.fr insdbf@cbinf.com
4	Bernard BERE	INSD, Burkina Faso	Chargé d'étude, Service des comptes nationaux	BP 374 Ouagadougou	Kokem2002@yahoo.fr Cel : (226) 76 12 99 34
5	William KAMBOU	ONEFP, Burkina Faso	Chef du Département Enquêtes	01 BP 5587 Ouagadougou	kambouw@yahoo.fr Cel : + 226 76 60 25 03
6	Nicolas NDAYISHIMIYE	ISTEEBU, Burundi	Directeur général	BP 1156 Bujumbura	nicmuso@yahoo.fr
7	Janvière KAMWENUBUSA	ISTEEBU, Burundi	Cadre à l'ISTEEBU, Service des traitements informatiques	BP 1156 Bujumbura	kjanviere@yahoo.fr
8	Joseph TEDOU	INS, Cameroun	Directeur général	BP 134 Yaoundé	josephtedou@yahoo.fr
9	David-Festus BAKASSA-GENGUANDO	ICASEES, Centrafrique	Chef de service comptabilité nationale	BP 696 Bangui (RCA)	bakassagdf@yahoo.fr Tel : +236 75 20 18 71
10	Mohamed DJAMALIDINE	DNS, Comores	Directeur général	BP 131 Moroni (Comores)	djamal_maha@yahoo.fr
11	Ahmed DJOUMOI	DNS, Comores	Chef de Division	BP 131 Moroni (Comores)	adjoumoi@yahoo.fr Tel : + 269 33 96 17
12	Obambi GUECKO	CNSEE, Congo	Directeur de l'informatique et des bases de données	BP 2031 Brazzaville (Congo)	guekoanguima@yahoo.fr Tel : (242) 551 81 50
13	Eugène YAPO	INS, Côte d'Ivoire	Secrétaire Général	01 BP V 55 Abidjan 01 (Côte d'Ivoire)	ins_rci@yahoo.fr guieugene@yahoo.fr

N°	Identité du participant	Institutions	Titre	Adresse postale	Téléphone/Fax/E-mail
14	ENOH Moïse Georges	INS, Côte d'Ivoire	Chef de la Division des statistiques sociales	01 BP V 55 Abidjan 01 (Côte d'Ivoire)	moses_enoh@yahoo.fr Tel (225) 20 21 40 08 / Cel : (225) 01 18 08 12
15	Kassi KAKOU	Observatoire de l'Emploi, des Métiers et de la Formation, Côte d'Ivoire	Directeur	04 BP 1631 Abidjan 04 (Côte d'Ivoire)	kkassikakou@yahoo.fr Tel : (225) 20 33 40 99 Cel : (225) 05 64 24 60
16	Paul-Henry NGUEMA MEYE	DGSEE, Gabon	Directeur Général Adjoint	BP 2119 DGSEE Libreville (Gabon)	nguemameye@yahoo.fr plan.dgsee@yahoo.fr Cel : (241) 07 29 51 44
17	Francis Thierry TIWINOT	DGSEE, Gabon	Directeur de la comptabilité nationale	BP 2119 DGSEE Libreville (Gabon)	ftiwinot@yahoo.com
18	El Hadj Oumar DIALLO	DNS, Guinée	Directeur national	BP 221 Conakry (Guinée)	oumarbombi@yahoo.fr
19	Djuigui CAMARA	Ministère du Plan et de la coopération, Guinée	Ministre	BP 221 Conakry (Guinée)	camdjigui@yahoo.fr
20	Mamadou Alpha DIALLO	DNS, Guinée	Chef Section Méthodologie statistiques, Division Enquêtes et méthodologies	BP 221 Conakry (Guinée)	alphadialbah@yahoo.fr Tel : (224) 60 34 15 80
21	Carlos Mendes Da Costa	INEC, Guinée Bissau	Directeur général	BP N°6 Bissau	carlos.cameco@gmail.com cameco63@hotmail.com
22	Sene CAMARA	INEC, Guinée Bissau	Technicien supérieur, chargé d'IIPESI	BP N° 6, Bissau	senebailoca@yahoo.fr
23	Luis Ondo OBONO	DGSCN, Guinée Equatoriale	Directeur		luisondo_obono14@yahoo.es
24	Seydou Moussa TRAORE	DNSI, Mali	Directeur National	BP 12 Bamako (Mali)	seymoutra@yahoo.fr Tel : (223) 222 71 45
25	Issa BOUARE	DNSI, Mali	Chef de section Etudes et Recherches	BP 12 Bamako (Mali)	issabouare@yahoo.fr Tel : (223) 222 24 55/ 641 81 17
26	Bassala Kassim TOURE	ANPE, Mali	Chef Service information sur le marché du travail	BP 211 Bamako (Mali)	bktoure@gmail.com Tel : (223) 222 31 87 Fax : (223) 222 63 34

N°	Identité du participant	Institutions	Titre	Adresse postale	Téléphone/Fax/E-mail
27	Baba OULD BOUMEISS	ONS, Mauritanie	Directeur général	BP 240 Nouakchott	bboumeiss@yahoo.fr Tel : (222) 52 52 880
28	Oumar Kalidou BA	ONS, Mauritanie	Directeur des statistiques économiques	BP 240 Nouakchott	oumarba70@hotmail.com Tel : + 222 672 66 98
29	Abdoullahi BEIDOU	INS, Niger	Directeur général	BP 13 416 Niamey (Niger)	ins@ins.ne abeidou@ins.ne
30	Abdoulaye YAHAYA	INS, Niger	Comptable national	BP 13 416 Niamey (Niger)	ayahaya@ins.ne
31	Saidou DJIBO	Secrétariat permanent de la SRP, Cabinet du Premier Ministre	Chargé des questions macroéconomiques	BP 893 Niamey (Niger)	Saidou_djibo@yahoo.fr Tel : (227) 96 97 21 76
32	Mamadou Falou MBENGUE	ANSD, Sénégal	Directeur Général Adjoint	BP 116 Dakar (Sénégal)	mamadoumbengue250958@gmail.com
33	Macoumba DIOUF	ANSD, Sénégal	Administrateur	BP 116 Dakar (Sénégal)	dioufmac2000@yahoo.fr Tel : (221) 775 73 83 95
34	Papa Seyni THIAM	ANSD, Sénégal	Chef du Bureau des statistiques d'Entreprises	BP 116 Dakar (Sénégal)	papa_seyni@yahoo.fr Tel : (221) 774 50 17 67/ 338 69 46 21
35	Ousman Abdoulaye HAGGAR	INSEED, Tchad	Directeur général	BP 453 Ndjamen (Tchad)	abdoulaye_hagggar@yahoo.fr
36	Beassoum NADJIARABEYE Christian	INSEED, Tchad	Comptable national	BP 453 Ndjamen (Tchad)	nbeassoum@yahoo.fr Tel : 235 311 37 49
37	Idriss Tolas MADNODJI	PNUD Tchad, Tchad	Directeur Adjoint, chargé de la Réduction de la pauvreté	BP 286 Ministère de l'économie et du Plan, Ndjamen (Tchad)	imtolas@yahoo.fr Tel : (235) 986 77 52 / 629 72 01
38	Adoumbé MAOURA	PNUD Tchad, Tchad	Statisticien économiste	BP 1056 Ndjamen (Tchad)	Madoumbe2000@yahoo.fr Tel : (235) 629 94 03
39	N'GUISSAN Yao Kokou	DGSCN, Togo	Directeur général	BP 118 Lomé (Togo)	ynguissan@yahoo.fr Tel : (228) 221 27 75 / 220 40 29
40	TCHAKALA Apèou Gbèlè	DGSCN, Togo	Chef de Division des Etudes Economiques et des statistiques financières	BP 118 Lomé (Togo)	tchakapeou@yahoo.fr Tel : (228) 221 22 87

N°	Identité du participant	Institutions	Titre	Adresse postale	Téléphone/Fax/E-mail
2. Participants Etats non membres d'AFRISTAT					
41	Yandiswa MPETSHENI	Statistics South Africa, Afrique du Sud	Executive Manager, Household Labour Market statistics	17 Andries Street, Pretoria (South Africa)	YandiswaM@statssa.gov.za
42	Dr Mahlape MOHALE	Statistics South Africa, Afrique du Sud	Executive Manager, Southern Province	17 Deagoned Street, Old JSE Building, Johannesburg (South Africa)	MahlapeM@statssa.gov.za
43	Diavana Z. KOIKOI	LISGIS, Libéria	Statistical Research Officer/GDDS Coordinator	PO Bax 629, Monrovia (Liberia)	tedwardliberty@yahoo.com diazukoi@yahoo.com Tel : (231) 06 436 429
44	Faly Hery RAKOTOMANANA	INSTAT, Madagascar	Chef de service Emploi et revenu, Direction des statistiques des ménages	BP 485 Anosy Antananarivo 101 (Madagascar)	rakotomananafaly@yahoo.fr Tel : (261 20) 22 216 52 Fax : (261 20) 22 332 50
45	Chettun Kumar ARIANAICK	Central statistics office, Maurice	Statistician responsible for statistics of the Informal Sector	Central statistics office, Port-Louis (Maurice)	carianaick@mail.gov.mu Tel : (230) 212 23 16
46	Cirilo TEMBE	INE, Mozambique	Head of department of Services statistics and business register	Av. Ahmed Sekou TOURE, N°21 CP 943	cirilo.tembe@ine.gov.mz cirilo.tembe@yahoo.com
47	Imelda Magdalene Atai MUSANA	Bureau des statistiques de l'Ouganda, Ouganda	Principal Statistician Business and industry	BOX 7186, Statistics House, Kampala (Uganda)	imelda.atai@ubos.org
48	Yusuf MAGO	INS, Rwanda	Director of economic statistics	BP 6103 Kigali (Rwanda)	magoyusuf@hotmail.com Tel : (250) 08 84 57 58
49	Elsa Maria Da Costa Cardoso CASSANDRA	INE, Sao Tomé et Principé	Directrice nationale	CP 256 INE Sao Tome	elsapereira_ine@cstome.net Tel : (239) 90 61 60
50	Teodora Soares Lima DE SOUSA	INE, Sao Tomé et Principé	Responsable de la Coopération et des statistiques sociales	CP 256 INE Sao Tome	teodora.sousa@hotmail.com Tel : (239) 90 61 60
51	Fred E. MATOLA	National Bureau of Statistics, Tanzanie	Senior Statistician, Head of Unit of trade and industrial statistics	Box 796 Dar es Salaam (Tanzanie)	fmatoa@nbs.go.tz
52	Mohamed HAMMAMI	INS, Tunisie	Responsable des statistiques du secteur informel		med.hammami@gmail.com
3. Participants en provenance des Institutions					
53	Amerigo LIOTTI	Eurostat, Luxembourg			amerigo.liotti@ec.europa.lu Tel : (352) 43 01 32 095
54	Abdoulaye DIOP	UEMOA, Burkina Faso	Directeur des statistiques et des études économiques	01 BP 543 Ouagadougou, (Burkina Faso)	commission@uemoa.int / abdoulaye.diop@uemoa.int

N°	Identité du participant	Institutions	Titre	Adresse postale	Téléphone/Fax/E-mail
55	Jean Hilaire BINDZA	BEAC, Cameroun	Coordonnateur du pôle de base de données économiques, monétaires et financières	BP 1917 Yaoundé (Cameroun)	bindza@beac.int Tel : (237) 94 90 05 74
56	Linis Francis LENDJOUNGOU	BEAC, Cameroun	Chef de service de la conjoncture et des statistiques économiques, Direction des 2tudes	BP 1917 Yaoundé (Cameroun)	Lendjougou@beac.int
57	François BIGAUD	IFORD, Cameroun	Directeur de la coopération	BP 1556 Yaoundé (Cameroun)	f2bigaud@iford-cm.org
58	Koffi N'GUESSAN	ENSEA, Côte d'Ivoire	Directeur	08 BP 3 Abidjan 08 (Côte d'Ivoire)	nguessan.koffi@ensea.id.ci Tel : (225) 22 44 08 42 Fax : (225) 22 44 39 88
59	Hugues KOUADIO	ENSEA, Côte d'Ivoire	Directeur des études ISE et de la formation continue	9 BP 3 Abidjan 08 (Côte d'Ivoire)	-
60	Jean-François DIVAY	MAE (Coopération et francophonie), France	Chargé de mission pour la statistique	20 Rue Monsieur, 75700 Paris (France)	jean-francois.divay@diplomatie.gouv.fr
61	Antoine SIMONPIETRI	PARIS21, France	Directeur		antoine.simonpietri@ocde.org
62	Samuel BLAZYK	PARIS21, France			samuel.blazyk@ocde.org
63	Christian GIRIER	INSEE, France	Chargé de mission		chgirier@yahoo.fr christian.girier@insee.fr
64	Daniel BYK	Consultant, Luxembourg			byk@vo.lu
65	Lamine DIOP	CESD-Statisticiens pour le développement, Sénégal	Président CESD-Statisticiens pour le développement	BP 45 648 Dakar-Fann (Sénégal)	Idiopsen@yahoo.fr
66	Sérigne Touba DIASSE	ENSAE-Sénégal/ANSD Sénégal	Directeur		dedenea@orange.sn dscd-enea@refer.sn
67	Bassambié BATIONO	BCEAO Siège, Sénégal	Adjoint Directeur de la recherche et statistique	BP 3108 Dakar (Sénégal)	bbationo@bceao.int
68	Abdrahmane BERTHE	BCEAO, Direction nationale Mali	Fondé de pouvoir, Service des Etudes et des statistiques		aberthe@bamako.bceao.int
69	Honoré DJERMA	BSR-OIT, Sénégal	Spécialiste en statistique du travail		djerma@ilo.org
70	Luc MBONG MBONG	BAD, Tunisie	Division renforcement des capacités statistiques - Département de la statistique	BP 323 Tunis (Tunisie)	lmbongmbong@afdb.org
71	Kouakou KOUA Louis	BAD, Tunisie	Division renforcement des capacités statistiques - Département de la statistique	BP 323 Tunis (Tunisie)	k.l.kouakou@afdb.org
72	Joann VANEK	WIEGO/Delhi Group, USA	Member of Delhi Group		joann_vanek@hotmail.com joann_vanek@ksg.harvard.edu
4. Personnes ressources et autres contributeurs					
73	Joseph FOUOKING	INS, Cameroun	Comptable national	BP 134 Yaoundé	fouoking@yahoo.fr
74	Rodolphe MISSINHOUN	CUA, Ethiopie	Econmiste statisticien, IEP		rmissinhoun@yahoo.fr
75	Michel LELART	Université d'Economie d'Orléans, Laboratoire d'Economie, France	Directeur de recherche émérite	4, Rue Villaret de Joyeuse, 75 017 Paris (France)	michellelart@wanadou.fr
76	Clémence CHARAVEL	Consultante, France	Consultant	171 bd Felix Faure 93 300 Aubervilliers (France)	clemch@netcourrier.com

N°	Identité du participant	Institutions	Titre	Adresse postale	Téléphone/Fax/E-mail
77	Michel SERUZIER	Consultant, France	Consultant indépendant	Domaine de l'Alouette 38 090 Bonnefamille (France)	mseruzier@laposte.net
78	Kwaku A. TWUM-BAAH	Head Start Consult, Ghana	Executif Director	PO Box TA 424 Taifa, Accra (Ghana)	twum_baak@yahoo.com
79	Eric Norbert RAMILISON	CREAM, Madagascar	Chercheur	II 459 Rue du Paradis, Antananarivo 101 (Madagascar)	eric@cream.mg
80	Luay SHABANEH	CBS, Palestine	President	1647 PO Box Ramallah (Palestine)	loay@pcbs.gov.ps ola@pcbs.gov.ps
81	Prosper BACKINY Yetna	Banque mondiale, USA	Consultant indépendant		pbackinyetna@worldbank.org pbackiny@hotmail.com
5. Membres du secrétariat scientifique					
82	Christophe Jalil NORDMAN	IRD/DIAL, France	Chargé de recherche	4 Rue d'Enghien 75 010 Paris (France)	nordman@dial.prd.fr
83	Constance TORELLI	INSEE/DIAL, France	Statisticienne	5 Rue d'Enghien 75 010 Paris (France)	torelli@dial.prd.fr
84	Gérard OSBERT	France	-		gerard.osbert@yahoo.fr
85	François ROUBAUD	IRD/DIAL, France	Chercheur		roubaud@dial.prd.fr
6. Autorités politiques et administratives au Mali					
86	Hervé BOUGAULT	AFD-Bamako, Mali	Directeur		afdbamako@groupe-afd.org Tel : (223) 221 28 42/49 96/ 47 05 Fax : (223) 221 86 46
87	Joseph BILL-CATARIA	PNUD-Mali, Mali	Représentant résident	BP 120 Bamako, Immeuble Bambi, Blv du 22 octobre 1946, Bamako (Mali)	Fax : (223) 222 62 98
88	Koudeidiatou ISSABRE-SOW	BAD-Mali, Mali	Analyste financier		i.sow@afdb.org Tel : (223) 222 28 85 Fax : (223) 222 29 13
7. Autres participants					
89	Dramane D. TANGARA	Indépendant, Professeur à l'Institut Henry Georges, New York (USA)	Statisticien économiste, CESD Promotion 1979	79 Bld Montparnasse, Paris 6ème (France)	tangaradramane@aol.com Tel : (33) 06 19 10 84 90
90	Aude VESCOVO	Ex- AFRISTAT	Statisticienne		aude.vescovo@hotmail.com
8. Participants AFRISTAT					
91	Martin BALEPA	AFRISTAT, Mali	Directeur Général	BP E 1600 Bamako (Mali)	martin.balepa@afriostat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 40
92	Birimpo LOMPO	AFRISTAT, Mali	Directeur Général Adjoint	BP E 1600 Bamako (Mali)	birimpo.lompo@afriostat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 41
93	Siriki Zanga COULIBALY	AFRISTAT, Mali	Expert en analyse de la pauvreté	BP E 1600 Bamako (Mali)	siriki.coulibaly@afriostat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 42

N°	Identité du participant	Institutions	Titre	Adresse postale	Téléphone/Fax/E-mail
94	Oumarou El HADJ MALAM SOULE	AFRISTAT, Mali	Expert régional IHPC	BP E 1600 Bamako (Mali)	oumarou.soule@afriostat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 43
95	Eloi OUEDRAOGO	AFRISTAT, Mali	Coordonnateur du Département des statistiques sociales et des stratégies de réduction de la pauvreté	BP E 1600 Bamako (Mali)	eloi.ouedraogo@afriostat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 44
96	Ousman KORIKO	AFRISTAT, Mali	Expert en enquêtes auprès des ménages	BP E 1600 Bamako (Mali)	ousman.koriko@afriostat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 45
97	Thierry SALMON	AFRISTAT, Mali	Expert informaticien	BP E 1600 Bamako (Mali)	thierry.salmon@afriostat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 46
98	Guillaume POIREL	AFRISTAT, Mali	Expert démographe	BP E 1600 Bamako (Mali)	guillaume.poirel@afriostat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 47
99	Dorothee OUISSIKA	AFRISTAT, Mali	Expert en organisation institutionnelle des SSN	BP E 1600 Bamako (Mali)	dotothee.ouissika@afriostat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 48
100	Silete A. Pascal	AFRISTAT, Mali	Expert en planification stratégique et gestion axée sur les résultats	BP E 1600 Bamako (Mali)	pascal.silete-adogli@afriostat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 49
101	Freeman AMEGASHIE	AFRISTAT, Mali	Coordonnateur du Département des appuis stratégiques et de la diffusion	BP E 1600 Bamako (Mali)	freeman.amegashie@afriostat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 50
102	Djoret BIAKA TEDANG	AFRISTAT, Mali	Expert macroéconomiste	BP E 1600 Bamako (Mali)	djoret.biaka@afriostat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 51
103	Emmanuel NGOK	AFRISTAT, Mali	Expert en comptabilité nationale	BP E 1600 Bamako (Mali)	emmanuel.ngok@afriostat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 52
104	Claude JOEGER	AFRISTAT, Mali	Coordonnateur du département des études et statistiques économiques (DESE)	BP E 1600 Bamako (Mali)	claude.joeger@afriostat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 53
105	Mohamed SOW	AFRISTAT, Mali	Expert en bases de données et site Web	BP E 1600 Bamako (Mali)	mohamed.sow@afriostat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 54
106	Abdoulaye DOUCOURE	AFRISTAT, Mali	Web master	BP E 1600 Bamako (Mali)	abdoulaye.doucoure@afriostat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 55
107	Ibrahima WELE-DIALLO	AFRISTAT, Mali	Chef du Service administratif et financier	BP E 1600 Bamako (Mali)	ibrahima.wele-diallo@afriostat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 56
108	Jean-Yves CAILLEUX	AFRISTAT, Mali	Expert prix	BP E 1600 Bamako (Mali)	jean-yves.cailleux@afriostat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 57
109	Soumaïla DIARRA	AFRISTAT, Mali	Chef Section du Suivi de l'exécution budgétaire	BP E 1600 Bamako (Mali)	soumaila.diarra@afriostat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 58

N°	Identité du participant	Institutions	Titre	Adresse postale	Téléphone/Fax/E-mail
110	Mamadou KAREMBENTA	AFRISTAT, Mali	Chef Section comptabilité	BP E 1600 Bamako (Mali)	mamadou.karembeta@afristat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 59
111	Elizé SAGARA	AFRISTAT, Mali	Asistant administratif	BP E 1600 Bamako (Mali)	elize.sagara@afristat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 60
112	Mahamadou Almouctar TIDIANI	AFRISTAT, Mali	Comptable PCI	BP E 1600 Bamako (Mali)	almouctar.tidiani@afristat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 61
113	Ali MOUSSA	AFRISTAT, Mali	Assistant PCI	BP E 1600 Bamako (Mali)	ali.moussa@afristat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 62
114	Daniel WOLF	AFRISTAT, Mali	Expert en comptabilité nationale	BP E 1600 Bamako (Mali)	daniel.wolf@afristat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 62
115	DOFFOU Nguessan Gabriel	AFRISTAT, Mali	Expert en comptabilité nationale	BP E 1600 Bamako (Mali)	ngoussa.douffou@afristat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 63
116	Fatima BOUKENEM	AFRISTAT, Mali	Chef Section Documentation	BP E 1600 Bamako (Mali)	fatima.boukenem@afristat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 64
117	Roland NGAMPANA	AFRISTAT, Mali	Expert assistant chargé des statistiques d'entreprises	BP E 1600 Bamako (Mali)	roland.ngampana@afristat.org Tel : (223) 221 55 00 / 221 60 71 Fax : (223) 221 11 65